



LES FICHES JURIDIQUES DE L'UNSFA

Le service juridique de l'UNSFA tient gratuitement à votre disposition des fiches sociales et documents-types qui prennent en compte les préoccupations des entreprises d'architecture et l'actualité du droit et de la profession.

Elles sont régulièrement mises à jours et sont en ligne sur archilink (dans la partie BIBLIOTHEQUE)

Pour information, vous trouverez ci-dessous la liste des fiches et modèles disponibles :

I. La formation professionnelle

- Le congé individuel formation
- Le contrat d'apprentissage
- Le contrat de professionnalisation prioritaire
- Le contrat de professionnalisation non prioritaire
- Le plan de formation entreprise
- Le droit individuel à la formation
- L'entretien professionnel
- La clause de dédit formation
- La déclaration des formations continues auprès de l'Ordre
- La portabilité du DIF

II. Le management d'agence

- L'égalité de rémunération hommes-femmes (affichage obligatoire)
- L'affichage obligatoire dans les entreprises de moins de 20 salariés
- L'assurance auto des salariés
- Le chômage partiel en cas de fermeture annuelle de l'entreprise
- Le chômage partiel pour raisons économiques
- Le congé maternité
- Le congé paternité
- Le congé parental d'éducation
- Les congés payés
- La prise des congés payés
- Le fractionnement des congés payés
- L'ancienneté et les congés payés
- Congés payés et maladie, maternité, accident du travail
- L'incidence des congés payés sur le préavis
- L'indemnité compensatrice de congés payés
- Les jours fériés
- Les congés pour événements familiaux
- Le management par objectifs
- L'organisation frauduleuse d'insolvabilité
- Le livret d'accueil
- La grille d'entretien
- L'entretien d'évaluation
- La charte internet
- L'absence
- L'absence injustifiée
- La faute lourde
- La mise à pied conservatoire
- La mise à pied disciplinaire
- La lettre d'avertissement
- L'avertissement et le congé maternité
- Le pouvoir disciplinaire

- Le règlement intérieur
- Les obligations réglementaires sur le lieu de travail
- La conservation des archives
- La dénonciation d'un usage
- La modification du contrat de travail
- Le télétravail
- Le dumping
- Les types de sociétés
- La société à forme tontinière

III. Emplois et compétences

- La fiche de poste
- La grille de classification
- Les risques de la classification professionnelle
- La fiche de poste de technicien génie civil
- La fiche de poste de secrétaire comptable
- La fiche de poste de secrétaire de direction
- La fiche de poste de secrétaire technique
- La fiche de poste de conducteur de travaux

IV. Le recrutement et les modèles de contrat

- Le recrutement d'un salarié étranger
- L'aide à l'embauche des jeunes
- La période d'essai
- La promesse d'embauche
- La déclaration unique d'embauche
- Les visites médicales du travail
- L'offre et l'entretien d'embauche
- Les stages en entreprises
- La modification du contrat de travail pour motif économique
- Les modèles de contrats (CDI, CDD, temps partiel, architecte en titre, HMONP...)
- Le forfait heures
- Le forfait jours
- Le choix entre horaires collectifs et forfait
- Le transfert de contrat
- Le temps partiel
- La HMONP à temps partiel
- La HMONP à temps complet
- Le contrat de professionnalisation
- Le CC senior
- Le CDD
- La clause de mobilité
- La clause de non-concurrence
- La clause de téléphone portable
- Le contrat de travail temporaire
- Le CV et l'embauche
- La collaboration libérale

V. L'organisation du temps de travail

- Le cadre dirigeant
- Le compte épargne temps
- Le régime des heures supplémentaires et complémentaires
- Le repos compensateur
- Les jours de réduction du temps de travail (RTT)
- Le passage à temps partiel

VI. La rupture du contrat de travail

- La mise à la retraite
- Le départ à la retraite
- Le droit à l'informations ur la retraite
- L'obligation déclarative quant à la mise à la retraite d'office, le licenciement, la rupture conventionnelle des seniors
- La retraite progressive
- L'attestation Pôle Emploi
- L'absence de portabilité
- Le solde de tout compte

- Le certificat de travail
- Les documents de fin de contrat
- L'indemnité de licenciement
- Le régime social des indemnités de rupture
- L'indemnité compensatrice de congés payés
- La dispense de préavis en cas de licenciement
- Définir le motif du licenciement
- Le licenciement pour motif personnel
- Le licenciement pour mésentente
- Le licenciement pour insuffisance professionnelle
- Le licenciement pour inaptitude
- Le licenciement pour absence pour maladie
- Le retrait du permis de conduire et le licenciement
- La convocation à l'entretien préalable à un licenciement pour motif personnel
- Le motif économique du licenciement
- La priorité de réembauche
- La proposition de reclassement
- La convocation à l'entretien préalable dans le cas d'un licenciement pour motif économique
- Les critères pour fixer l'ordre des licenciements
- L'information de l'autorité administrative en cas de licenciement économique
- La notification du licenciement économique
- Le contrat de transition professionnelle
- La rupture du contrat de professionnalisation
- La convention de reclassement personnalisée
- Le départ négocié
- L'entretien préalable à la rupture conventionnelle du contrat de travail
- La rupture conventionnelle du contrat de travail
- La démission
- Les démissions légitimes
- La prise d'acte de rupture du contrat de travail
- La rupture du CDD ou du contrat de travail temporaire
- Le licenciement d'un salarié protégé
- Le tutorat
- Le cumul emploi-retraite
- La réforme des retraites
- La retraite des professions libérales

VII. Rémunération et charges sociales

- Les avantages acquis et l'ancienneté
- Les tickets restaurant
- Les cadeaux offerts par l'employeur
- Les frais professionnels
- Le contrôle URSSAF
- Le prêt, l'acompte, l'avance de salaire
- La prise en charge des titres de transport en région Ile de France
- « A travail égal, salaire égal »
- L'épargne salariale
- Le bulletin de paye
- Les réductions dites « Fillon »
- Le rappel de salaires
- Gérer les notes de frais
- Le PMSS 2010 et 2011
- L'accord d'intéressement
- L'accord de participation
- Le titre emploi entreprise
- L'AGS
- L'assurance-vie
- Le contrat « Madelin »
- Le rachat de trimestres pour la retraite
- La retraite complémentaire
- La retraite supplémentaire
- Le SMIC et le salaire minimum conventionnel

VIII. La protection sociale (prévoyance, retraite, frais de santé)

- La contre-visite médicale
- La protection sociale conventionnelle
- Le régime social des prestations prévoyance
- La réforme des IJSS
- La cotisation AGIRC et la classification
- La proposition de reclassement en cas d'inaptitude
- La suspension du contrat et le maintien de la complémentaire santé
- L'accord national Frais de santé
- La portabilité dans la garantie prévoyance et frais de santé
- La dépendance
- La gestion de la maladie
- L'invalidité
- Le mi-temps thérapeutique
- La prévoyance des indépendants

IX. La santé et la sécurité au travail

- Les visites médicales du travail
- La DUHS
- La médecine du travail
- Le droit de retrait
- Le matériel de premiers secours

X. Le droit syndical et les institutions représentatives du personnel

- La mise en place du CE
- Le règlement intérieur du CE
- Les ressources financières du CE
- La présidence et l'administration du CE
- La gestion des bons d'achat et des chèques cadeaux par le CE
- Le guide de l'organisation des élections des délégués du personnel
- Le délégué du personnel
- Les attributions du délégué du personnel
- La délégation unique du personnel
- Le registre des délégués du personnel
- Les salariés protégés
- Le licenciement d'un salarié protégé
- La négociation sur l'égalité professionnelle
- La négociation annuelle obligatoire
- La négociation dans l'entreprise en l'absence de délégué syndical
- Les comptes des syndicats
- La grève
- Les heures de délégation
- Le dialogue social

XI. Les contrôles et le contentieux social (CPH, URSSAF)

- La transaction
- La conciliation
- Le référé prud'homal
- Les délais de prescription
- La preuve
- Le départage
- Les conseillers rapporteurs du CPH
- Le contrôle de l'inspection du travail
- Le témoignage en justice
- L'action en justice du syndicat
- Le contentieux de la requalification du CDD en CDI